

<p style="text-align: center;"><b>COMMUNIQUÉ CASA (Collectif Action des Sans Abri)</b> <b>28 novembre 2010</b> <b>Médiation de Rue en danger... encore !</b></p>
--

Les actions de soutien et d'accompagnement des personnes à la rue restent d'actualité, elles constituent un « chantier prioritaire » pour l'Etat. Malgré la crise, nos sociétés sont appelées certes à une gestion des finances plus rigoureuses, mais cette rigueur doit permettre (c'est en tout cas ce que nous croyons à CASA) de maintenir et même de renforcer la solidarité envers les plus fragilisés d'entre nous, assurer plus de justice et d'équité.

L'action des Enfants de Don Quichotte a permis la mise en œuvre de ce chantier prioritaire. Cette action des Enfants de Don Quichotte a également permis de mettre à plat le dispositif afin de trouver des pistes d'amélioration et d'adaptation à la réalité de notre temps. Désormais, l'Etat impose aux structures d'accueil et d'hébergement des modalités de fonctionnement plus précises visant à garantir un principe d'accueil inconditionnel, de non remise à la rue et de continuité. Ces évolutions majeures sont à saluer, elles correspondent à une partie des attentes de CASA.

Ainsi, le retour à une implication forte de l'Etat dans ce secteur, peut induire une évolution positive. Cette implication constitue, pour nous, une satisfaction : la lutte contre la grande précarité relève des missions de l'Etat, qui peut et doit mobiliser des moyens et mettre en œuvre des dispositifs adaptés, obtenir ainsi des résultats probants. Les moyens et les dispositifs nécessaires pour faire face aux besoins des personnes à la rue, nous rapprocher d'un « 0 SDF obligé de dormir dehors », sont désormais connus et font un quasi consensus. Pour ce qui concerne la réalité de CASA, nous ne pouvons que constater et nous féliciter de la mobilisation des représentants locaux de l'Etat, ils parviennent à mobiliser les moyens nécessaires au maintien et à la poursuite de nos actions : renouvellement des modules qui abritent la Villa Médicis, renforcement de la Médiation de Rue, Accueil de Nuit pour la période hivernale (qu'il faudra pérenniser et étendre à l'année entière).

L'Etat, pour la mise en œuvre de chantier prioritaire, appelle aussi à une mobilisation des collectivités locales qui ne peuvent se dédouaner de toute implication au prétexte que la question des personnes sans abri relèverait seulement de l'Etat. La mobilisation de tous est la condition d'une réussite possible sur ce sujet récurrent.

Or, pour ce qui nous concerne à Avignon, **la Mairie persiste dans une attitude hésitante et floue** : l'aide aux personnes sans abri est nécessaire, l'action de CASA est pertinente, mais les crédits ne sont validés et annoncés qu'en fin d'année (soit une contrainte pour nous d'engager des frais sans aucune certitude du maintien de l'engagement de la Mairie). Cette situation dure depuis des années, elle nous a souvent conduit à médier ce problème, souvent efficacement. Cette année encore la position de la Mairie concernant le financement de la Médiation de Rue n'est toujours pas entièrement tranchée en ce mois de novembre, pour le financement de 2010 ! Nous sommes toujours dans l'attente de la réponse promise au mois de septembre...

## **Pourtant, nous ne nous mobiliserons pas !**

Nous n'envisageons pas une nouvelle manifestation dans le péristyle de la Mairie. **Nous sommes fatigués, usés de devoir consacrer temps et énergies à réclamer ce qui est dû et conditionne la réussite de ce combat qui n'est pas celui de CASA**, mais celui d'une société qui souhaite plus de cohésion. Le travail que nous accomplissons au sein de nos différents services relève d'une mission de service public, nous devons pouvoir compter sur le soutien financier de l'Etat et de la Commune, tout comme l'Etat et la Commune peuvent compter sur le sérieux et l'efficacité de notre travail. Cette pression qui s'exerce sans cesse sur nos associations, liées aux incertitudes de financements, pour un travail déjà accompli, est une aberration totale d'un point de vu économique et de bonne gestion. Nous sommes là soumis à une situation que nous n'acceptons plus.

Ainsi, faute de réponse claire de la Mairie, constatant que nous n'avons reçu qu'une somme de 5 000€, **au lieu des 30 000€ attendus** (somme versée les années précédentes. 30 000€ représentent **0,22% de la somme totale versée aux 458 autres associations d'Avignon en 2009**), nous prévoyons, dans quelques semaines, dès le mois de janvier 2011, de revoir le budget de cette action en procédant à des licenciements. Ces licenciements induiront évidemment une diminution de l'activité de ce service qui fonctionne à ce jour six jours sur sept. À terme, ce service fonctionnera sans doute 4 jours par semaine. **Cette réduction d'activité interviendra en pleine période hivernale alors que les recommandations de l'État sont de renforcer ce type de travail durant les périodes hivernales et de faire en sorte de le pérenniser dans les prochaines années.** Ainsi le Vaucluse, Avignon, se singularisera par cette particularité de réduire l'aide aux personnes sans abri durant la période hivernale.

Bien que cette situation soit la conséquence d'un non renouvellement, lui même non annoncé..., il s'agit pour nous **d'une véritable décision, d'un choix qui appartient à la Mairie. Cette dernière doit l'assumer en tant que tel. Chacun est en droit de connaître cette décision et d'en mesurer la pertinence.**

Pour l'association CASA

Pascal FAUVEL, Président

[fauvel@casa-avignon.org](mailto:fauvel@casa-avignon.org)

06-75-94-88-63